

11 avril. Les raisons d'une résistance tenace

Le « grand débat » se termine par une petite manipulation ou comment trier dans l'expression des colères ce qui peut justifier la poursuite d'une politique qui les a suscitées.

Cela ressemble à de l'habileté empreinte de perversité. Mais le doute subsiste chez nos gouvernants : cela suffira-t-il à calmer les esprits et la combativité ?

Réponse le 11 avril pour les retraités...

L'émergence du mouvement des gilets jaunes a été pour beaucoup de retraités, particulièrement ceux qui luttent avec l'intersyndicale, une opportunité de plus pour s'opposer à la politique du pouvoir, sur une base nouvelle.

Que se passe-t-il donc au pays des 16 millions de retraités ?

Pour les retraités, 2 mois de pension en moins en 3 ans, et pour les riches des centaines de milliards d'aides diverses, ça fait très lourd.

Le dédain du président de la République contre le monde du travail et les retraités a mis le feu aux poudres.

Nous avons, certes, constaté une persistance de la mobilisation dans le cadre des luttes syndicales, mais à un niveau toujours insuffisant face aux enjeux.

L'histoire sociale ne prévient jamais

L'explosion a eu lieu.

Un mouvement de solidarité s'est installé dans des familles qui ne s'en sortent pas, des villages aux plus grandes villes, des plus pauvres précarisés, notamment des femmes et des retraités, à de plus aisés issus de l'artisanat, des PME et du commerce de proximité.

Il explique la persistance d'une résistance qui ne faiblit pas sur le fond malgré le cycle provocation/répression orchestré par le pouvoir.

Pour essayer de contrer la mobilisation, tout a été utilisé, la répression, la focalisation médiatique sur les gilets jaunes présentés comme violents et, parallèlement, la censure des multiples actions syndicales dont celles des retraités.

Malgré des réticences compréhensibles liées aux tentatives de récupération d'un populisme d'extrême droite affiché en marge du mouvement, la Cgt a poussé aux convergences revendicatives.

Dans ce sens, elle a pris l'initiative de débats parallèlement aux cahiers de doléances mis en place par l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Son but, c'est bien de sortir du cadre de récupération imposé par le « grand débat » présidentiel afin que les revendications mises en évidence ne restent pas lettre morte.

Pouvoir vivre !

Le vif des aspirations s'impose :

- établir un « pouvoir vivre » décent pour toutes et tous ;
- inventer une nouvelle citoyenneté remettant en cause les décisions bureaucratiques prises sans l'aval des intéressés ;
- rompre l'isolement par le redéploiement des services publics.

On peut relever ici et là des confusions qui règnent sur les responsabilités spécifiques du patronat et de l'État, dans un cadre européen et mondialisé défavorable aux peuples.

La bataille des idées est donc déterminante pour que le mouvement garde sa force de rassemblement et sa capacité d'inquiéter les décideurs dans le but de les faire plier.

À l'approche du congrès de la CGT et pendant la campagne des élections européennes, les débats ne manqueront pas sur la façon de poursuivre le bras de fer contre le diktat des puissances financières.

Dans ce contexte, les retraités représentent une force qui n'est pas d'appoint.

Ils l'ont prouvé par le bilan impressionnant de leur mobilisation, dans le temps et dans le nombre.

Le 11 avril, point d'orgue du « Printemps des retraités », dans plus de 160 rassemblements et manifestations, les retraités sauront se faire entendre !

Yvon Huet